De l'appel du Général De Gaulle, du 18 juin 1940, au ralliement du Cameroun à la France libre le 27 Août 1940

Nicolas Thierry ONOMO MBASSI
Université de Yaoundé I
thierryonomo@yahoo.com

Résumé :

Après le départ de l'Allemagne du Cameroun, une nouvelle administration est mise en place. Elle fait du Cameroun un territoire sous mandat de la SDN[1], avec une double administration. Yaoundé est considéré comme la capitale de la région Nyong et Sanaga, il compte une superficie de 29000 Km² pour une population estimée en 1964 à 465 000, soit 461000 Camerounais, le triple de celle d'avant-guerre. La configuration ethnique de la population citadine se trouve donc sous l'étroite dépendance de la composition du flux migratoire qu'attire Yaoundé la capitale, bien que la notion d'ethnie n'ait plus, aujourd'hui, d'existence légale au Cameroun. Le statut juridique de la ville a connu une certaine évolution au fil des années. En 1935, la Région est placée sous l'autorité d'un fonctionnaire de l'administration coloniale, éventuellement d'un officier désigné par le Commissaire de la République. Les anciens chefs traditionnels, qui ont fait dans leur totalité acte d'allégeance à la France, n'oublient pas leurs anciens maîtres allemands.

Mots clés : *Guerre ; Rivalité ; Allemand ; Libre ; Adhésion*

Introduction

Yaoundé et ses environs entrent dans les préparatifs, il s'agit de montrer le savoir-faire des peuples de la brousse. En dehors de la présence des chefs traditionnels chargés de l'organisation des festivités, les ressortissants français vivent une sorte de solidarité, de complicité du moins pour ceux qui adhèrent à la France libre[2]. Administrateurs, missionnaires,

[1] J. E. Pondi, « La coopération franco-africaine », pp. 127-136.
[2] P. Chauleur, *L'œuvre de la France au Cameroun*, Yaoundé, Imprimerie du gouvernement, 1936, p. 43.

hommes d'affaires commerçants et forestiers se considèrent avant tout comme français. Une certaine différence s'était installée par rapport aux autres groupes d'européens ou Blanc. Grecs, Libanais et Syriens en majorité commerçants étaient traités avec condescendance, voire d'un certain mépris qui se transformait à cette période de guerre en méfiance et hostilité[3]. Les rencontres ayant regroupées ce beau monde étaient des initiatives de l'administration coloniale, célébrées avec fastes. Le 14 juillet et le 11 novembre donnent l'occasion de fraterniser avec les Noirs (évolués et chefs traditionnels), c'est l'occasion également d'exprimer toutes sortes de commentaires, de rumeurs sur les derniers scandales de ceux qui vivent éloignés des villes les (broussards), ou encore sur les derniers évènements politiques en France[4]. Aux dires des indigènes, la joie de vivre des populations européennes est constante. Les indigènes eux, vivent selon leurs cultures ethniques. Dans les localités et villages béti, on entend, à chaque clair de lune, le rire joyeux des enfants qui s'adonnent aux danses traditionnelles rythmées par des tam-tams, des gongs, des cors et des balafons, ou par le claquement des mains des femmes entrecoupé des « *Oyenga* » stridents[5]. Parfois aussi le vent ramène l'écho du son des tam-tams géants battant une rumba monstrueuse, dans un rythme trépidant. Plus loin, c'est un clan qui célèbre un évènement joyeux de la famille, ou bien le message d'un tam-tam grand bourdon annonçant à tous, le décès d'un membre du clan.

Dans la matinée du 9 octobre 1940, l'ambiance est électrique du côté de la chefferie africaine. La visite du général De Gaulle à Yaoundé s'organise entre les chefferies d'Efoulan et d'Efok[6]. Les informations qui circulent, vont de bouche à oreille. Le chef honoraire Simon Etaba Okala, désigné quelques

[3] ANY, APA/11517/D, Mouvement de la France libre, p. 29.
[4] R. et M. Cornevin, *Histoire de l'Afrique*, Paris, Payot, 1964, p. 99.
[5] T. Ateba Yene, *Cameroun, mémoire*, p. 67.
[6] P. Chauleur, *L'œuvre de la France au Cameroun*, p. 52.

jours auparavant comme chef de subdivision de Sa'a par intérim pour des besoins de guerre et de la coordination, arrive dans la capitale chez André Fouda Omgba pour s'assurer de la véracité des informations reçues sur l'arrivée du général De Gaulle. L'information sera confirmée dans l'après-midi, lorsque le chef Etaba se rend à Efoulan, à la résidence du chef Atangana, où il trouve l'assistance au complet. Tous les chefs de la région de Yaoundé y sont déjà, les représentants de l'ouest[7]. L'information sera donnée par monseigneur Graffin, d'un air guilleret pour dire à l'assistance en langue éwondo : *A soya*, « il est déjà arrivé ». Ce sont des commentaires qui enflamment l'assistance, les plus élogieux fusent de partout. Lorsque le maire de Yaoundé et son adjoint arrive quelques instants après, il est interloqué par l'ambiance générale qui l'accueille ; il comprend alors que la rumeur du tam-tam africain a circulé. Car la mèche fut vendue par le prélat et qui l'avait en même temps grillé de vitesse. Ce sont de simples formalités qu'il apporte sur la future visite du général, dont le message qui a été capté à 13h 40. Mais la précision qu'il apportera que la ville de Yaoundé devra accueillir des soldats que le général amène avec lui. Après le départ du maire Salin, les chefs organisent une réunion de concertation pour l'organisation des préparatifs de l'accueil du général De Gaulle[8].

Revenons en arrière sur la période de l'avant visite du général. En réalité, celle-ci fut préparée quelques jours auparavant. C'est une période qui fut cruciale pour le Cameroun. Á l'appel lancé de Londres sur les ondes de la BBC par le général De Gaulle, le 18 juin 1940 [9] au lendemain de la déclaration du maréchal Pétain sollicitant l'armistice, fut capté au hasard par ceux qui, au cours du tripotage de leur transistor, tombèrent sur les émissions françaises de la BBC, tel le docteur

[7] ANY, APA/11327/B, Les chefs Traditionnels et l'effort de guerre, p. 77.
[8] ANY, APA/10400/A, Mobilisation du Cameroun, p. 27.
[9] C. De Gaulle, *Les Mémoires de guerres*, Tome I, Paris, Plon, 1954, p. 19.

Aujoulat ou un groupe de Français installés à Yaoundé. Ils entendirent alors la voix de ce général français, au nom évocateur, affirmant que la lutte va continuer, que la flamme de l'armée française ne va pas s'éteindre[10]…. Ainsi, la nouvelle se répandait rapidement de bouche à oreille. Le docteur Aujoulat informera bien après les différentes autorités traditionnelles, réunies chez le chef Simon Etaba pour faire le point de la situation[11]. C'est un appel qui trouve un terrain fertile au Cameroun, car l'idée de poursuivre la lutte était encrée dans l'esprit, du fait de la présence massive des anciens colons allemands réfugiés en Guinée espagnole, et prêts à envahir leur ancien territoire. Le phénomène gaulliste va prendre corps dans un environnement d'incertitude et d'abandon difficilement acceptés. Le refus de la capitulation et les clauses de l'armistice poussent les gaullistes à envisager l'enrôlement, afin de continuer à se battre[12].

I- Une douce période de relâchement.

Le mois d'août 1939, certains Européens achèvent leurs vacances en europe. Au Cameroun c'est la période de mise en état des plantations de cacao et de café pour les prochaines campagnes de vente, celle-ci s'étale d'octobre à mars dans les régions du Centre-Sud, du Littoral, de l'Ouest et de l'Est. Au Nord cependant, c'est la période de récolte du coton[13].

I.1 La contribution des chefs traditionnel béti à l'effort de guerre

Les chefs traditionnels, en exécution des instructions données dans les messages des chefs d'unités administratives, ils sillonnent chacun sa zone de commandement pour procéder

[10] ANY, APA/11229/D, Engagement des différentes élites, p. 11.
[11] ANY, APA/123999, Mouvement de Gaulle, p. 49.
[12] J. Lacouture, *De Gaulle : Le rebelle*, Paris, le Seuil, 1985, p. 28.
[13] A. Sarraut, *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot, 1923, p.66.

au recensement des populations, dresser la liste de nouveaux contribuables et prélever les impôts. Cette situation incite un grand nombre de jeunes à fuir les villages, au profit de la ville, où ceux-ci trouvent pour un bout de temps, une légère paix avant de se faire prendre dans une rafle dont la police indigène détient le secret[14]. Les nouveaux cas de maladies endémiques sont relevés en vue de le signaler au service d'hygiène de Yaoundé[15] : il s'agit notamment des cas de lèpres, de trypanosomiase, de rougeole, de pian et de dysenterie.

Les missionnaires font également le tour des paroisses pour veiller à la santé spirituelle des âmes. Ainsi Monseigneur Graffin, évêque de Mgr Vogt rend visite pastorale à la mission catholique d'Efok[16]. Premier grand rassemblement d'une foule de chrétien et catéchumènes consumés dans la foi, l'admiration et la crainte pour ce prélat, véritable force de la nature, d'une haute taille dépassant 1,90 mètre. Il donne le sacrement de confirmation à plus de 150 jeunes adolescents, pendant la messe solennelle, il accorde aussi à tous les chrétiens abîmés dans une profonde dévotion, la bénédiction spéciale du pape Pie XII, nouvellement intronisé à Rome.

Le docteur Louis Paul Aujoulat, directeur de l'hôpital d'Efok se trouve lui aussi en tournée du côté de Nden, vers Sangmélima. Beaucoup d'Européens des régions de Yaoundé et de Douala sont allés en villégiature, certains à Bamenda et d'autres à Dschang où le climat est tempéré[17]. Le chef supérieur Charles Atangana est venu fêter l'assomption à Efok. Le père Bonneau vient donc célébrer la messe et dans son homélie, il demande aux chrétiens de confier leurs prières à la sainte vierge

[14] ANY, 2 AC, Brunot (Commissaire du Cameroun), 1940, p. 123.
[15] L. P. Ngongo, *Histoire des forces religieuses au Cameroun. De la Première Guerre Mondiale à l'indépendance (1919-1955*), Paris, Karthala, 1982, p. 20.
[16] G. Donnat, *Afin que nul n'oublie. L'itinéraire d'un anticolonialiste*, Paris, l'Harmattan, 1986, p. 229.
[17] R. Susset, *La vérité sur le Cameroun et l'Afrique équatoriale française*, Paris, Nouvelle Revue critique, 1934, p. 18.

Maire, patronne du Cameroun car le monde vit dans l'angoisse et la peur d'un danger imminent. Les chefs Atangana, Etaba et Ateba effectuent une randonnée en voiture à travers la chefferie d'Efok pour escalader la montagne de *Loua* et la colline de *Yemessoa*, réputées jusque-là inaccessibles en voiture. Le mage Menono Bidjogo est venu en soirée, révéler aux chefs qu'il décèle des signes avant-coureurs de secousses pouvant entrainer des changements dans le temps, comme lors de l'arrivée des Blancs, soixante ans plus tôt, en 1887[18]. Il affirme que ces secousses risquent d'emporter de grands personnages dans la région béti, mais que les peuples Blancs allaient eux aussi souffrir dans des tourbillons de feu, avant de retrouver la paix dans leurs pays. Ceci uniquement parce que les Allemands veulent reprendre le Cameroun perdu pendant la première guerre mondiale[19].

Á Kribi, les pêcheurs batanga et malimba effectuent des prises miraculeuses, ou le produit est déversé dans les marchés de Douala et de Yaoundé. Une autre partie va vers Nkongsamba et Ebolowa. Du côté de Campo, les habitants prennent l'habitude d'observer d'étranges machines semblables à de gros poissons, faisant de temps en temps surface[20]. Ces machines portant sur leur dos généralement des silhouettes humaines qui allument des sortes de lucioles. Depuis ces moments, le temps semble s'arrêter comme si l'on était à l'attente d'un cataclysme épouvantable : l'inquiétude devient viscérale en même temps qu'indéfinissable. On dirait une séance mystique interminable.

I.2 Annonce du début de la guerre.

Au matin du 4 septembre 1939, les villes de Yaoundé et de Douala impriment une impression extraordinaire dans les

[18] Fichiers privés sur la chefferie d'Efok, lot n° 1 : Les activités des chefs traditionnels, p. 29.
[19] ANY, 2 AC/19, Progermanisme allemand au Cameroun, 1939, p. 53.
[20] ANY, APA/10278/G, Notes relatives à la mobilisation, p. 10.

comportements des habitants[21]. Ici c'est une agitation peu coutumière. Hommes et femmes déambules dans les principales artères de la ville sans but précis. La nouvelle est tombée depuis la veille : la France est entrée en guerre contre l'Allemagne, la Pologne a été attaquée et l'armée allemande a franchi la frontière. Beaucoup de commerçants ont fermé leurs boutiques, certains suspects sont arrêtés dans la nuit, notamment les ressortissants allemands et italiens. Les élèves sont renvoyés chez eux et des prières pour la paix sont recommandées par des ministres des cultes, dans toutes les églises catholiques et les temples protestants, malgré que la guerre ne soit pas encore arrivée au Cameroun[22]. C'est la peur, la consternation et l'anxiété qui se lisent sur les visages : cette fois-ci, l'illusion de la belle vie de la 3e République est bel et bien finie.

Parmi les Européens considérés comme suspects mais laissés en liberté, on retiendra certains grands noms connus à Yaoundé et au Cameroun. On peut citer entre autres : le père Émile Ritter en poste à la mission catholique d'Efok, d'origine alsacienne, ayant fait toutes ses études à Mayence avant la guerre de 1914. Il est considéré comme sympathisant de l'Allemagne ou espion ; Émile Ganty, Français d'origine antillaise, il avait opté pour la défense des intérêts des Noirs camerounais ; le frère religieux Columba, d'origine italienne ; messieurs Calafatas, Guerpillon et Fouletier dont l'état suspicion était entouré de mystère, sauf peut-être pour Fouletier, avocat de profession qui avait décidé d'épouser une Camerounaise, fille du chef supérieur Zogo Fouda. Ce que les autres Blancs de sa communauté de l'époque n'avaient jamais accepté[23].

[21] J. Mouchet, Leclerc *: débuts méconnus de son historique épopée*, p. 62.
[22] L. P. Ngongo, *Histoire des forces religieuses au Cameroun. De la Première Guerre Mondiale à l'indépendance (1919-1955*), Paris, Karthala, 1982, p. 15.

[23] ANY, APA/10909/B, Résidence surveillée pour certains Européens soupçonnés non Français, 1939, pp. 43-55.

Déjà le 3 septembre, une proclamation était affichée sur les murs des bâtiments de Douala, Yaoundé et Nkongsamba. Elle est de la JEUCAFRA : véritable acte de foi, dont voici le texte[24] :

> Pour nous assurer de façon définitive la protection de la France,
>
> Pour mettre fin à l'incertitude de la situation ambiguë créée par le mandat,
> Pour permettre à l'élite indigène de s'enrôler sous le drapeau français, comme nos frères de couleur des colonies voisines,
> Le Cameroun, s'estimant libre de disposer de lui-même, se proclame colonie française.

Cette proclamation fait référence à l'arrêté n° 298 du 2 septembre 1939[25], promulguant le recrutement des indigènes coloniaux à l'armée pour la durée de la guerre. Pour les Blancs, c'est un recrutement des engagés volontaires. Le Haut-Commissaire ordonne la constitution des commissions de recrutement, sous la supervision du colonel commandant les forces de police. Une lettre est envoyée à Paris par le Haut-Commissaire Brunot, demandant que le territoire du Cameroun, pour la durée de la guerre, soit assimilé à une colonie, afin de permettre la constitution d'une armée réglementaire. Les trois premières journées qui suivent la déclaration de guerre sont les plus agitées que le Cameroun a connues, depuis la fin des hostilités entre les alliés et les Allemands en 1916. Pour les indigènes, les chefs traditionnels encouragent aussitôt les jeunes de leur circonscription à s'enrôler dans l'armée[26]. Des jeunes Camerounais, sous la casquette de la JEUCAFRA demandent à s'engager dans l'armée comme soldats citoyens et non comme

[24] ANY, 1 AC 365/D, Syndicalisme, 1948-1956, p. 16.
[25] ANY, APA/11229/D, Engagement des différentes élites, pp. 22-32.
[26] ANY, APA/11327/B, Les chefs Traditionnels et l'effort de guerre, 1940, p. 12.

tirailleurs, notamment Paul Soppo Priso et Assigui Tsoungui. Pour des raisons non éclairées, probablement pour une question d'incompatibilité d'humeur entre Soppo Priso et quelques gradés, son engagement est annulé le 16 octobre 1939 et il est reconduit à Douala[27].

Les préparatifs de cette guerre sont d'autant moins euphoriques qu'on parle de plus en plus d'une attaque du territoire par les Allemands et les Italiens. Les troupes ennemies risquent de débarquer toutes à la fois à partir de Douala, Kribi et Campo, tandis que d'autres groupes attaqueraient par le Sud. Au Centre, le recrutement s'effectue tout de même d'une manière fort-significative. Voici quelques chiffres approximatifs des retenus par chefferies dans la région du centre[28].

TABLEAU I : **chiffres des retenus volontaires engages dans l'armée**

Chefs	Race	Les Présentés	Sélectionnés	Aptes
Jean Ndengue	Ewondo	123	30	0
Martin Abega	Ewondo	42	35	28
Hyacinthe Owona	Ewondo	33	29	20
André Amougou	Bane	83	28	19
Ngoa Evina	Mvele	120	41	30
Ze Mendouga	Mvele	98	44	36
Mvié Tida	Tsinga	18	5	3
François Mama	Eton-Ouest	516	346	148
Albert Ateba Ebe	Eton-Est	215	96	34
Simon Etaba Okala	Eton-Est	475	306	242
Gilbert Essala	Eton-Est	36	21	17
Zogo Fouda	Manguissa	175	134	80

[27] L. Kaptué, *Travail et main-d'œuvre au Cameroun sous régime français. 1916-1959*, Paris, l'Harmattan, 1986, p. 17.
[28] ANY, APA/11327/B, Les chefs Traditionnels et l'effort de guerre, p. 39.

Khatou Ndengue	Bafia-Yambassa	340	101	36

Le 2 décembre de la même année, un nouveau recrutement des engagés volontaires s'effectue à Yaoundé et à Sa'a :

- Á Yaoundé, 420 candidats sont présentés, 101 sont retenus ;
- Á Sa'a, 612 candidats sont présentés dont 141 sont retenus et à la demande du commandant militaire, le chef de groupement honoraire Simon Etaba amène un nouveau contingent de 70 candidats, 51 seront retenus le 21 avril 1940.

Mais les problèmes se présentent pendant les différents recrutements, toutes les parties du Cameroun veulent se faire recruter au sein de cette armée d'engagés volontaires. Mais le recrutement sera massif au nord, avec les populations Kirdi, Toupouri, Moundang, Massaï et Kotoko, à travers la mission ambulante de mobilisation de force qui fait rage[29]. Les indigènes à la carrure d'athlète sont ramassés et attachés par une corde autour des reins avec comme lieu de destination, la mort similaire à la boucherie nazie.

Une commission de recrutement spéciale est constituée pour le cas des Français résidant au Cameroun. Presque tous sont retenus, mais ne prennent pas aussitôt tous l'uniforme. Car ils doivent continuer leur travail pour assurer la continuité du service public, dans les productions d'intérêt vital[30]. Parmi les 208 missionnaires, c'est-à-dire prêtres et frères, que comptent les missions catholiques, 43 reçoivent une affectation spéciale et 36 appartenant à la classe, 26 sont mobilisés. Tous les autres sont réformés. Les autorités restent résolument contre le recrutement

[29] ANY, APA/123999, Mouvement de Gaulle, p. 44.
[30] J. Compagnon, *Leclerc Maréchal de France*, Paris, Flammarion, 1954, p. 41.

des Douala, de même pour les Bassas car une lettre du chef de région d'Eséka, en date du 10 octobre 1939 affirme qu'il effectuera peu de recrutement dans cette zone, car le Bassa en un homme qui manque d'esprit guerrier et ne peut être un bon soldat de qualité. Cette thèse sera démentie 13 ans plus tard de 1956 à 1958 avec le maquis de l'UPC dans les brousses de Boumnybel[31].

Les missionnaires catholiques jouent eux aussi un rôle très important pendant les recrutements et ne sont pas inactifs. Monseigneur Graffin, évêque français, en 194[32], en connivence avec l'administrateur Salin, organise une rafle ignominieuse au sortir d'une grand'messe à la mission catholique de Mvolyé, qui est la seule église qui accueille tous les fidèles de Yaoundé. Ce dimanche-là comme par hasard de calendrier, l'évangile est basé sur le bon serviteur. A la sortie de la messe, la paroisse est cernée de part et d'autre par un cordon de soldats, mitraillettes aux poings. Alors que les fidèles viennent béatement honorer le seigneur, ils sont embarqués sans retenu dans des camions militaires. Les fidèles sont parqués sur la cour du camp Génin, devenu aujourd'hui le quartier général camerounais. Un tri minutieux s'effectue : les fidèles sont alors regroupés selon les besoins. Le premier groupe constitué des indigènes à la carrure d'haltérophile, qui peuvent bien être affectés au service militaire. Ils sont directement enrôlés et envoyés le lendemain dans les différents fronts de guerre. On reverra quelques rescapés cinq ans plus tard. Le deuxième groupe se compose des gens à la limite jouissant d'une santé apparente, mais dont les rides et les marques de tatouages aux fronts dénotent un âge assez avancé. Ceux-là sont affectés aux exploitations forestières, agricoles et minières, bref aux travaux forcés sans aucun salaire en contrepartie. Le troisième groupe, celui des femmes et

[31] ANY, APA/1010911, Recrutement, désertions, discipline, p. 45.
[32] T. Ateba Yene, *Cameroun, mémoire,* pp.40-41.

vieillards doit transporter la latérite dans des paniers posés sur la tête. Ils partent de l'actuelle maison de la radio pour remblayer le marécage en face de l'hôtel Aurore qui n'existait pas encore à l'époque. Le quatrième groupe, composé des enfants qui sont chargés de vidanger et de laver des demi-fûts qui servent de chiottes aux légionnaires, sous l'œil vigilant d'un caporal sénégalais, qui se livre aux délices de les fouetter à chaque passage. Hormis la complicité de Monseigneur Graffin, certains par contre, n'acceptent pas ce double jeu, à l'exemple du révérend père Terrenet, alors vicaire à la mission catholique de Mvolyé, ne tolère pas ce geste indigne de la part de l'Eglise et ce dernier proteste énergiquement auprès de l'administrateur Salin et dut aller couper les cordes attachées autour des reins des fidèles pour leur permettre de fuir.

Afin de financer la construction d'un bombardier franco-britannique dénommé *Speedfire*, on oblige à la rentrée de l'école, en plus de l'écolage, à verser une somme forfaitaire de 5 frs CFA par élève, somme qui représente à l'époque un pactole. Les fonctionnaires subissent une retenue obligatoire égale à 50% du montant d'un mois de salaire. Les planteurs doivent quant à eux offrir, au bon gré mal gré, l'équivalent de 10 kg de cacao. Tous les Camerounais, de l'élève au fonctionnaire en passant par le planteur doivent verser une dîme obligatoire[33]. Les quêtes sont organisées à travers tout le territoire du Cameroun pour l'assurance de la défense nationale. Mais une telle initiative est entachée de multiples incidents : le pays bamiléké, à travers ses planteurs ont pu récolter une somme de 15 milles francs pour les faire remettre aux autorités, la collecte ne sera pas facile partout. L'initiative du chef de canton Nyangono Nanga, de la chefferie supérieure de Nna Nsengue soulève un tollé général de la part des autorités administratives locales qui considèrent que le fait d'avoir collecté 10.200 francs

[33] Ibid., p. 42.

auprès des administrés, sans accord préalable et surtout sous forme de contrainte, relève d'un activisme de mauvais goût[34]. Il sera question pour ce dernier de restituer cet argent aux populations agréablement surprises. Á Douala, Dikongue Milton Théodore, sera aussi fusillé sur la place publique, pour intelligence avec l'ennemi allemand.

Finalement, les autorités vont interdire la collecte de fonds dans tous les endroits où la JEUCAFRA exerce ses activités. Pourquoi ? Parce que, Paul Soppo Priso a eu adressé une requête au délégué du Haut-Commissaire, en date du 3 avril 1940, pour organiser une journée de collecte de fonds au profit de la défense nationale. Celle-ci sera annulée et que cette initiative ne se soit pas appliquée à Yaoundé. Les raisons sont simples : d'une part, on reprochait aux responsables de ce mouvement, leur façon de gérer leur association et, d'autre part, on ne désirait pas recevoir de l'argent des indigènes, ce qui aurait fait passer la France pour un indigent.

De janvier à début mai 1940[35], le peuple vit sous la forme d'un abandon total de tout, une sorte de léthargie : aucun transport n'amène les troupes nulle part, plus d'envoi de soldats en Europe et l'entretien de ceux, mobilisés commence à peser aux autorités. Mais les nouvelles des hostilités en Europe restent suivies avec intérêt et beaucoup de passion par les populations africaines : la Pologne écrasée, on entend parfois l'étonnant mot allemand « *Blitzkrieg* » dans la bouche de beaucoup de Noirs. Mais la Pologne n'est pas la France, comme dans un combat de boxe on attend le coup de gong qui annonce le début du premier *round* entre la France et L'Allemagne. Les évènements de 1914-1918 donnent de l'espoir aux Français qui sont optimistes. Mais hélas, la guerre commence le 10 mai 1940, comme ce coup de

[34] ANY, APA/11517/A, Efforts de guerre, p. 21.
[35] J. Soustelle, *Envers et contre tout. De Londres à Alger*, Paris, Robert Laffont, 1947, pp. 49-50.

gong qui annonce le début d'un combat de boxe. Les armées allemandes se lancent vers l'Ouest : les panzers, les stukas sèment la terreur sur toutes les lignes, des armées des alliées, qui n'ont pas prévu cette réplique en force mécanique, pensant qu'il était question de renouveler l'exploit de la théorie de la guerre de 1914-1918 avec une confiance aveugle dans la ligne Maginot. Ce que les alliés n'ont pas compris, c'est que, aucune guerre moderne ne ressemble jamais à la précédente[36].

La neutralité de la Belgique n'a pas été respectée, c'est alors qu'en très peu de temps, la Hollande et la Belgique sont à genoux. Contre-offensive préconisée par les alliés pour s'opposer à l'envahissement de la Belgique est surprise par la capitulation générale que décrète Léopold II, le roi des Belges, capitulation sans conditions exigées par Hitler[37]. Ainsi, la route pour Paris est ouverte, car le corps expéditionnaire anglais ne cherche plus qu'à repartir pour Londres. Les troupes allemandes exécutent des mouvements d'encerclement très rapides, sans l'ordre d'Hitler qui impose une halte obligatoire à l'avancée de ses troupes vers la Manche. Les Panzers de Guderian se seraient retrouvés sur les côtes normandes, laissant ainsi filler l'opportunité d'anéantir complètement les troupes anglaises qui se repliaient afin de rembarquer. Dunkerque est l'illustration de cette défaite.

La panique est générale, le spectacle de l'exode des populations vers le sud de la France est devenu monnaie courante. Des soldats désarmés ne sont même plus faits prisonniers[38]. Un changement d'homme s'effectue à la tête du commandement français, le généralissime Gamelin est remplacé par le général Weygang, mais les choses ne s'arrangent pas.

[36] *Espoir*, n° 51, Le capitaine Desjardin : en Afrique avec de Gaulle, Institut Charles De Gaulle, 1940, p. 36.
[37] J. Soustelle, *Envers et contre tout. De Londres*, p. 29.
[38] C. De Gaulle, *Les Mémoires de guerres*, p. 68.

Compte tenu de la brillante opération menée avec ses chars, le colonel De Gaulle est promu général de brigade à titre provisoire. Il est nommé par la suite, sous-secrétaire d'État à la défense en date du 6 juin 1940[39]. Á ce titre, il va en mission à Londres et s'y trouve encore au 16 juin lorsque le gouvernement de Paul Reynaud démissionne pour céder la place au maréchal Pétain. Entre temps, les troupes allemandes sont entrées dans Paris au matin du 17 juin 1940[40]. La tristesse envahit tous les visages dans la plupart des villes du Cameroun, parce que l'information a vite gagné les quartiers africains et elle a déclenchée un état de deuil national, largement partagé par la population dont les commerçants ferment leurs magasins. La nouvelle de l'armistice demandé par le maréchal Pétain se répand comme une trainée de poudre à travers tout le Cameroun. Mais la censure touchait les Camerounais qui étaient interdits de la commenter, car une telle situation paraissait fort pénible et insupportable pour l'amour-propre des Français.

II- L'appel du Général De Gaulle.

Le 18 juin, retentit de Londres l'appel du général De Gaulle. Certains chefs traditionnels du Cameroun décident juste après, de constituer un front de résistance pour parer au retour éventuel des Allemands au Cameroun. Il s'agit de Simon Etaba, Albert Ateba, Ze Mendouga et Njimoulouh Seidou et la résistance se veut générale un peu partout[41]. Mais il leur est recommandé de patienter avant de prendre certaines initiatives quel que soient la situation, car la métropole va certainement envoyer des instructions sur la conduite à tenir, parce que les colonies n'étaient pas encore sollicitées pour l'envoi des troupes afin d'assurer la résistance.

[39] M. Martin du Gard, *La carte impériale. Histoire de la France d'outre-mer, 1939-1945*, Paris, André Bonne, 1949, p. 30.
[40] ANY, APA/10661/E, Mouvements subversifs en faveur de la France libre, p. 29.
[41] ANY, 2 AC 496, Éveil du nationalisme camerounais, 1940-1960, p. 15.

II.1 La réponse à l'appel du General De Gaulle

Dès le 27 août[42], suivant l'exemple du Tchad sous l'impulsion du gouverneur Félix Eboué qui la veille, avait répondu favorablement à l'appel du général De Gaulle, le Cameroun à son tour va adhérer à la France libre représentée par le colonel Leclerc, de son vrai nom Philippe de Hautecloque. Il débarque à Douala dans la nuit du 26 au 27 août et prend possession du territoire au nom du général De Gaulle sans effusion de sang, sans entendre un coup de feu tiré[43]. Nous voici devant un moment de l'histoire de la France libre, l'un des plus ignorés du public tant Français qu'africain, quoique glorieux en prélude aux épopées qui vont suivre pour tirer la France d'une défaite aussi rapide qu'humiliante.

L'adhésion du Cameroun à la France libre allait avoir un impact considérable à la suite des évènements qui motiveront l'attitude du Général De Gaulle pour l'organisation et la conduite de la guerre, ainsi que pour la gestion ultérieure des territoires africains sous obédience coloniale de la France. Après les déboires subis à Dakar, le général De Gaulle mettra les pieds pour la toute première fois, la terre de la France libre qu'était devenue le Cameroun, où il a rencontré une adhésion enthousiasme des populations tant pour sa personne que pour son combat[44] : cet état de choses produira une métamorphose réelle sur l'homme de l'appel du 18 juin 1940. L'appel lancé depuis Londres sur les ondes de la radio BBC par le général De Gaulle le 18 juin 1940, au lendemain de la déclaration du maréchal Pétain, fut capté au hasard par ceux qui, au cours du tripotage de leur TSF, tombèrent sur les émissions françaises de la chaine. Il y a par exemple le docteur Aujoulat et certains Français installés à Yaoundé, ils entendirent alors la voix de ce général français au nom évocateur affirmant que la lutte va

[42] J-M. Ela, *L'Afrique des villages*, Paris Karthala, 3e éd. 1987, p. 31.
[43] *Espoir*, n° 59, Colonel Emile Tutenges : souvenirs sur le ralliement du Cameroun et du Gabon, pp. 10-14.
[44] *Espoir*, n° 49, Carnet de route devant Dakar septembre à Douala, octobre-novembre, p. 19.

continuer, que la flamme de l'armée française ne devait pas s'éteindre[45]. C'est ainsi que la nouvelle se répandait de bouche à oreille. Le docteur Aujoulat vint en informer les différentes autorités traditionnelles, réunies chez le chef Simon Etaba Okala pour la mise au point de cette situation nouvelle que devait vivre le territoire du Cameroun.

Cet appel trouve rapidement un terrain fertile au Cameroun, car l'idée de poursuivre le combat, la lutte était ancrée dans les esprits, du fait de la présence massive des anciens colons allemands réfugiés en Guinée espagnole, et prêts à envahir leur ancien territoire. La situation avait créé un environnement d'incertitudes et d'abandons pas facile à acceptés[46]. C'est dans ce cadre peu particulier que le phénomène gaulliste va prendre corps : être déterminé à ne pas accepter la capitulation et les clauses de l'armistice poussera à envisager de s'enrôler dans les forces de défense pour continuer à se battre.

Le nom du général De Gaulle quoique souvent ignoré, commença à exercer une véritable fascination et à susciter beaucoup d'espoir auprès de ceux des Français qui avaient vus une chute totale de la patrie. La nouvelle paraissait simultanément surprenante et invraisemblable, car les militaires n'étaient pas habitués à une insubordination de cette nature. Nul n'aurait jamais songé mettre en doute le prestige du maréchal Pétain. Ceux qui, pour toutes sortes de raisons pouvaient être amenés à s'interroger n'osaient en faire état, du moins pas dans l'immédiat[47]. Le général De Gaulle quant à lui avait accédé au grade de général de brigade à titre provisoire, il avait travaillé sous les ordres du maréchal Pétain qui en principe, était son protecteur[48]. Mais les deux hommes étaient en froid lors de la

[45] L. San Marco, *Le colonisateur colonisé*, Paris, ABC, 1983, p. 33.
[46] ANY, 2 AC/496, Éveil du nationalisme camerounais, p. 41.
[47] ANY, APA/10278/G, Notes relatives à la mobilisation, p. 64.
[48] C. De Gaulle, *Les Mémoires de guerres*, p. 17.

déclaration de guerre, après une brouille au sujet du patronage d'un livre écrit par le général De Gaulle et dont le maréchal Pétain prétendait être l'auteur : *Vers l'armée de métier*.

II. 2 Le ralliement du Cameroun à la France libre

Le ralliement prend de plus en plus d'ampleur avec l'entrée en scène d'un groupe de gaullistes engagés, actifs et contestataires dans les villes de Yaoundé et de Douala[49]. Ces derniers vont constituer des cercles aux activités marginales et occultes, visant à noyauter toutes les structures administratives, sociales et économiques afin que soit facilitée, le moment venu, la prise en main du territoire par les émissaires du général De Gaulle. Les plus actifs des gaullistes étaient : Coron, Meunier, Vaucel, Laigret, Fouletier, Mery et Jean Mouchet à Yaoundé, s'il faut ajouter Chamaulte qui était installé à Edéa, plus précisément à Dizangué[50].

De l'avis du gouverneur Fourneau, M. Mauclère, directeur des travaux publics et des chemins de fer du Cameroun porte très haut le flambeau du refus de la capitulation. Son entourage le considérait comme un véritable mystique, ivre de patriotisme, clamant haut et fort sa foi en la libération finale de sa patrie. Pointilleux sur toutes les questions de devoirs envers la France, il devient chef de file des premiers chevaliers de la France libre au Cameroun avec Coron, Merlin, Brenard (intendant militaire), Quenard (trésorier payeur), Vaucel (médecin colonel), Briaud (colonel de réserve), Fouletier (avocat), Laigret (administrateur des colonies), Ramel (commerçant à Obala), Arnaud (chef de service de l'enseignement), les pères Dehon et Pouille (prêtres missionnaires à Yaoundé), Pennanhoat (forestier), le comte Merlin (transporteur), Laquintinie (médecin capitaine), Schoofs

[49] *Espoir*, n° 59, Colonel Emile Tutenges : souvenirs sur le ralliement du Cameroun et du Gabon, p. 13.
[50] S. Prévitali, *Le Cameroun sur les ponts et par les routes*, Paris, Karthala, 1988, p. 21.

(hôtelier), Viazzi (magistrat), ainsi que Sill, Peux, le médecin capitaine Mauzé et Taillandier à Douala. M. Mauclère va manifester son choix au gaullisme pour la première fois, à travers un discours très patriotique et énergique prononcé devant l'amiral Platon, envoyé du maréchal Pétain, dès son arrivée à Douala. Platon venait au Cameroun pour empêcher la dissidence du territoire, car Laval craignait un possible dérapage des partisans du général De Gaulle[51]. Certains Camerounais se sont également affirmés dans la résistance, dont l'engagement était incontestable. Parmi eux nous avons : Simon Etaba Okala (chef de groupement honoraire d'Efok), André Fouda (trésorier de la JEUCAFRA), Charles Assigui Tsoungui[52].

Á cette période, le chef de région de la Sanaga maritime avait signalé par télégramme, en date du 22 juin 1940[53], que certains éléments européens montraient une nervosité préoccupante. Certains d'entre eux auraient même traversés la frontière pour se réfugier en zone anglaise, et y prendre des contacts en vue des projets d'action commune pour la France libre au Cameroun. Parmi ces transfuges, ce sont les nommés Chamaulte et Meunier et certains sous-officiers de la gendarmerie. Chamaulte et Coron réussissent à déboucher les Français en faveur de la France libre, et les services de renseignement le signalent aussitôt. Ce sont ces genres de montres sacrés de la classe des forestiers, respectés et craints dans tous les milieux européens à cause de leur statut de *self-made men*, d'où l'impact de leur action auprès des Français et des Anglais. Ils favoriseront le passage de beaucoup de Français en zone anglaise[54], tandis que les autres continuent à entretenir des intelligences et à dresser des plans d'action locale.

[51] ANY, APA/10123/A, Menées anti-françaises, P. 24.
[52] ANY, 2 AC/5582, Chefferies dans l'administration coloniale, p. 22.
[53] ANY, APA/10124/C, Départ de certains Français vers le Nigeria, 1940, p. 17.
[54] Ibid., p. 19.

Le 20 juin 1940, le gouverneur de l'AEF-Cameroun, Pierre Boisson prononçait un discours au ton assez ferme sur les ondes de radio Brazzaville pour affirmer que le bloc AEF-Cameroun continu le combat contre l'Allemagne et son allié l'Italie. Mais il affirmait dans le même temps, attendre les réactions du général Norguès (résidant au Maroc), de M. Lebeau (résidant en Tunisie) et de M. Peyrouthon (résidant en Algérie) qu'il venait de consulter pour une action commune[55]. Quelques jours plus tard, Pierre Boisson est muté à Dakar pour prendre la responsabilité du bloc AOF avec un regard sur le Cameroun et l'AEF, où la méfiance avec laquelle son discours avait été accueilli monte lorsque, sur le chemin de Dakar, il prit en juillet la parole à Fort-Lamy, tenant là-bas des propos fort décevants pour les Français acquis au général De Gaulle qui l'écoutaient, à commencer par leur gouverneur Félix Eboué et le colonel Marchand.

L'attitude très changeante du gouverneur général Pierre Boisson surprenait et décevait. Le général De Gaulle en fera une amère expérience à Dakar en septembre 1940 : après que des contacts fructueux et des gages favorables vis-à-vis de la France combattante aient laissé entendre qu'il serait prêt à accueillir les émissaires du général De Gaulle à Dakar, il n'hésitera pas à faire tirer sur ces émissaires, sur la flotte anglaise et à capturer Hettier de Boislambert. Boisson avait opté finalement pour Vichy et pour une obéissance aveugle à Pétain[56]. Ce revirement datait de sa promotion comme gouverneur général de l'AOF avec regard sur l'AEF et le Cameroun.

III-La présence des gaullistes au Cameroun

En la date du 15 juillet 1940, à Yaoundé, les partisans

[55] A. Owona, « La naissance du Cameroun 1884-1914 », in *Cahiers d'Études Africaines*, vol. XIII, 1973, pp. 22-26.
[56] *Espoir*, n° 49, Carnet de route devant Dakar septembre à Douala, p 48.

hostiles à l'inaction publiaient un manifeste qui se présentait en ces termes[57] :

> Les heures d'angoisse que nous traversons, les incertitudes de l'heure présente, l'afflux de nouvelles tendancieuses et leurs commentaires désorientent notre conception du devoir. Il est devenu nécessaire de mettre au point une situation. Pour se faire, nous nous sommes réunis quelques-uns, étrangers à l'égoïsme et à la peur, et nous avons décidé de soumettre à M. le gouverneur général Brunot la synthèse de nos raisons de durer et de maintenir celles-ci dans le manifeste joint. Sont présents : Baudet, Brault, Bucheron, Crépin, Coron, Legrand, le Révérend Pere Dehon de la congrégation des prêtres du Sacré Cœur, Jean Mouchet.

III-1 Le soutien de l'administration aux gaullistes

Dans une information confidentielle, le Haut-Commissaire Brunot[58] donne une réponse favorable aux vœux des manifestants qu'il reçoit au palais. Voici à cet effet les différents points importants de cet entretien :

- Un conseil de gouvernement sera créé et se composera des représentants de chacune des branches d'activités du Cameroun, il sera présidé par le commissaire de la République, son rôle est de jouir du droit d'informer et de contrôler.
- La grande Bretagne qui est appelé en tant que membre de la SDN doit assurer son concours au point de vue du ravitaillement et de la vie économique

[57] ANY, APA/10661/E, Mouvements subversifs en faveur de la France libre, p. 22.
[58] D. Abwa, *Commissaires et Hauts Commissaires de la France au Cameroun, p. 248*.

- Les militaires restants mobilisés et ayant pour charge la défense du territoire, percevront une indemnité en relation avec la nécessité de la vie coloniale.

Mais la tension monte jusqu'à son paroxysme avec l'interdiction de la prise de certaines mesures, concernant l'interdiction des sociétés secrètes par la loi du 13 août 1940, promulguée au Cameroun le 24 août et suivie de la décision de faire retirer, à partir du 1er septembre, tous les postes radio. En outre, le Haut-Commissaire, par mesure conservatoire, avait déjà depuis le 12 août, adressé un télégramme aux chefs d'unités administratives des zones frontalières, ordonnant le contrôle des mouvements de personnes et des biens ; repousser toute attaque venue de l'extérieur et empêcher d'autre part, toute tentative d'évasion des ressortissants français vers les pays voisins. Et un décret paru au journal officiel le 29 juillet 1940, condamnant à mort les Français libres du Cameroun pour cause de fuite vers un pays voisin au Cameroun[59].

Il est préférable d'insister ici sur l'atmosphère lourde des mois de juillet à août 1940. L'agitation constatée chez les Camerounais et les Français avait toutes les raisons d'être. En effet les territoires de Fernando Po'o et du Rio Muni colonies espagnole, faisant face au Cameroun, il se tissait là-bas un complot contre le territoire du Cameroun[60]. Dès la déclaration de guerre, en septembre 1939, la quasi-totalité des colons allemands qui se trouvaient au Cameroun s'était retirée dans ce petit pays, non pour regagner la mère patrie, mais pour se préparer à reconquérir le Cameroun leur ancienne colonie, dont ils convoitaient les multiples richesses tout en regrettant l'occupation d'antan. L'Anschluss effectué en Europe, avait aussi incité ceux qui avaient réoccupé leurs anciennes

[59] ANY, APA/10124/C, Départ de certains Français vers le Nigeria, pp. 46-47.
[60] ANY, 2 AC/19, Progermanisme allemand au Cameroun, p. 23.

plantations, en montant des intrigues pour demander qu'un corps expéditionnaire leur soit envoyé afin de permettre le moment venu, la réédition de ce qui venait de se passer en Autriche, pareil projet avait trouvé des avocats prêts à le défendre à Berlin à savoir : Von Papen, Goering, Von Neurath et d'autres encore. Á partir de cette zone coloniale espagnole, les Allemands vont envahir les états-majors de la *Wehrmacht* et le quartier général de messages pressants, relatifs à la situation du Cameroun et à la possibilité d'ouvrir un deuxième front dans cette partie de l'Afrique[61].

En effet, Hitler va ordonner la constitution d'un corps expéditionnaire confié à la supervision du chef d'état-major du grand quartier général, avec les généraux Rommel comme commandant en chef et Von Arnim comme commandant en second[62]. Une concertation s'imposait donc avec Vichy, car il fallait y ajouter certains éléments de l'armée française. Mais la conclusion pour l'envoi des éléments français sera retardée par l'attitude de Pierre Laval. En attendant d'arriver au consensus, les côtes camerounaises sont régulièrement visitées par des *U-Boot*, des sortes de sous-marins de la *Kriegsmarine* sous la conduite de Fermenisch, ancien directeur des Ets Woerman du Cameroun[63]. Des marins descendent à terre pour interroger les indigènes sur les itinéraires conduisant vers Edéa et Douala. D'autres sous-marins pénètrent dans la rivière Dibamba et l'équipage interroge des pêcheurs sur l'environnement, les distances et les sites autour de la ville de Douala. Les différents mouvements s'intensifient même entre les mois de juillet et d'août. Un officiel allemand, inspecteur des colonies, M. Huet arrive par un sous-marin dénommé *Sidi Ferruch*, sa présence ici est de ramener le Cameroun à la raison.

[61] J. Compagnon, *Leclerc Maréchal de France*, p. 67.
[62] M. Martin du Gard, *L'appel du Cameroun*, p. 89.
[63] E. Mveng, *Histoire du Cameroun*, p. 45.

Des renseignements convergents ne tardent pas à confirmer qu'un coup de force des Allemands est imminent : de nombreux messages codés, partant de Fernando Po'o et captés par des autorités françaises ou anglaises ne pouvaient se tromper là-dessus. Les Anglais résident au Nigeria et dans la zone camerounaise le savaient et se préparaient en conséquence. L'entourage du général De Gaulle pouvait aussi mesurer les enjeux d'une telle situation. Il est sûr que si les Allemands avaient réussi à ouvrir un deuxième front au Cameroun, l'issu de l'affrontement franco-anglais contre le groupe germano-italien en Afrique de nord aurait pu connaitre un autre visage. Dans cet épisode, l'échec des Allemands s'explique par le manque d'une base de ravitaillement et de ressources solides qui auraient pu, à partir du Cameroun, donner un soutien logistique au 3e Reich[64]. La conquête rapide du Cameroun eût été une heureuse aubaine en ce sens.

Le 27 août, le lieutenant Quilichini part dans la matinée en draisine pour Yaoundé. Au cours de ce voyage, il croise le train régulier de voyageurs assurant la liaison Yaoundé-Douala, dans lequel se trouvait l'inspecteur général des colonies, M. Huet délégué de Vichy, qui revenait de voir le gouverneur Brunot à Yaoundé et qui, dès son à Douala après une entrevue qualifiée particulièrement d'orageuse avec le colonel Leclerc refusa catégoriquement de se rallier à des aventuriers qui prônent la France libre[65]. Après certaines informations parvenues avant la coupure des fils de communication, un dernier coup de téléphone par le P.C de la gare, M. Mery chef de la gare de Yaoundé, qui était à son poste à travers son acharnement et son dévouement au travail, de jour comme de nuit, avait échangé en secret entre les deux villes que tout était réglé.

[64] C. De Gaulle, *Les Mémoires de guerres*, p. 38.
[65] T. Ateba Yene, *Cameroun, mémoire*, p. 32.

Dans l'après-midi, la draisine venant de Douala arrive à la hauteur de la mission catholique et s'arrête trois kilomètres avant la gare. Quilichini est attendu et accueilli par le lieutenant Laigret, qui favorise aussitôt une rencontre tête à tête avec le colonel Bureau. « Qui est ce Leclerc ? » se demande Bureau, très intrigué et qui accepte descendre à Douala rencontré ce Leclerc[66]. Une heure après l'entrevue au moment du retour de Yaoundé, le lieutenant Quilichini annonce au P.C gaulliste de la gare qu'un train de troupe monte sur Yaoundé. A son arrivée à Douala, Leclerc reçoit Bureau qui, après quelques explications, accepte son ralliement sans éclat de ton et se trouve ainsi devant un fait accompli.

Les principaux partisans gaullistes, sachant qu'ils sont étroitement surveillés par les adversaires, sont obligés de se cacher, même dans leurs faits et gestes ils sont minutieusement contrôlés[67]. Leurs concertations se font très difficilement et chacun se demande avec anxiété, quel sera le dénouement de l'action gaulliste par un si petit nombre de partisans et ce n'est que, dans l'après-midi, assez tard, vers 17 heures que l'on apprend l'arrivée, à deux kilomètres du centre-ville de Yaoundé, c'est-à-dire à la mission catholique de Mvolyé, de deux compagnies de tirailleurs commandées par le lieutenant Quilichini, qui débarquent et sont rejoints par les capitaines Gardet, Huet et Dronne[68]. Les partisans gaullistes désignés par le lieutenant Laigret, principal responsable du mouvement à Yaoundé, servant à ces détachements qui, avec rapidité et sans difficulté, mettent des mitrailleuses en batterie dans toute la ville, en occupant les lieux stratégiques : palais du gouverneur, commissariat de police, tous les services publics, toute la ville administrative et commerciale[69]. Tout est gardé militairement.

[66] Ibid., p. 33.
[67] ANY, APA/11194/G, Résidence surveillée des Européens non-ralliés, pp. 22-26.
[68] *Espoir*, n° 49, Carnet de route devant Dakar septembre à Douala, p. 43.
[69] ANY, APA/11194/G, Résidence surveillée des Européens non-ralliés, pp. 22-26.

III.2 Brouille entre gaulliste et pétainiste à Yaoundé

Un vent de panique souffle çà et là à Yaoundé. Certains Français, partisans de Pétain, ne voulant pas s'enrôler, ont eu recours des subterfuges obscènes pour éviter l'engagement militaire[70]. C'est le cas de ce jeune exploitant forestier, sportif, effectuant tous les jours une distance d'au moins 25 km à pied à travers la forêt tropicale, à la recherche des essences rares de bois précieux, il demande expressément à son domestique d'aller lui trouver une fille atteinte de maladie vénérienne pour la sauter. Aussitôt dit, aussitôt fait. Le domestique a toujours sous la main une cliente dont l'aspect morphologique présente tous les signes extérieurs d'un agent vecteur des microbes vénériens. On n'a pas besoin d'un avis médical pour avoir le diagnostic. Après les ébats sexuels, le jeune vichyste est contaminé par une gonococcie aigüe, communément appelée chaude-pisse et au contrôle médical, il est déclaré inapte pour le service militaire. Par contre, certains patriotes français bien que dépassant l'âge de la mobilisation, se sont portés volontaires pour sauver la patrie en danger. C'est le cas de Ramel, modeste commerçant français approchant la cinquantaine à l'époque, va inscrire sur une banderole étendue sur la devanture de sa boutique fermée[71] : « *Patriotes français, la patrie est en danger de mort. Ne dites pas : armons-nous et partez. Faites comme moi, fermons nos boutiques et partons. Ma boutique restera fermée jusqu'à la victoire. Si vous êtes Français prouvez-le* ». Ramel se retrouve au front dans le désert de Lybie.

L'atmosphère dans les services du Haut-Commissaire était l'agacement, parce que des télégrammes de plus en plus impérieux du gouverneur général Boisson, relatifs aux fameuses commissions d'armistice chargées du rapatriement des

[70] Ibid., pp. 22-26.
[71] T. Ateba Yene, *Cameroun, mémoire,* p. 39.

prisonniers allemands devant arriver au Cameroun, n'arrangeraient pas la situation[72]. Cette situation explosive n'échappait aux autorités de Dakar qui recevaient régulièrement de nombreux messages des fidèles du maréchal Pétain. Ce qui va amener à procéder aux mutations dans les échelons les plus élevés du territoire en la date du 17 août[73]. Ainsi le gouverneur Annet, en poste au Dahomey, ancien collaborateur de Carde au Cameroun et de Boisson à Dakar est désigné pour remplacer le gouverneur Richard Brunot au Cameroun, tandis que le colonel Claveau devait succéder au colonel Bureau. Dans l'esprit de Dakar, il s'agit d'envoyer des fonctionnaires capables de faire face aux remous occasionnés par les tentatives des gaullistes pour créer le désordre en s'emparant des services. Les Français libres se retrouveront plus tard, face à face avec le même colonel Claveau à Libreville, lors de la conquête du Gabon. Mais ces nominations resteront lettre morte : ni Annet ni claveau n'arriveront jamais à Yaoundé et le sous-marin *Sidi Brahim* n'entrera pas non plus dans l'estuaire du Wouri.

Toutefois, la plupart des responsables administratifs et des officiers des forces armées n'adhèrent pas encore au gaullisme, du moins pas immédiatement, ce qui s'explique par le fait que le général De Gaulle, sauf durant un bref séjour au Liban, n'avait pas vécu dans les colonies et n'était par conséquent pas connu des milieux coloniaux. En revanche, le maréchal Pétain faisait l'objet de vénération et de respect dans le milieu colonial. Pour beaucoup, le général De Gaulle paraissait un officier un peu aventurier, aux ambitions inavouées[74]. Pour certains ultras qui connaissaient ses démêlés d'antan avec le maréchal Pétain, il était sans plus, un officier félon à la solde des Anglais. Cependant, la plupart n'osaient se

[72] P. Mesmer, *Les blancs s'en vont*, p. 19.
[73] *Espoir*, n° 49, Carnet de route devant Dakar septembre à Douala, p. 44.
[74] J. Compagnon, *Leclerc Maréchal de France*, p. 27.

prononcer franchement, se retranchant derrière une nonchalance pusillanime et insouciante.

Conclusion.

Enfin de compte, nous notons ici l'importance qu'a joué la chefferie traditionnelle dans la gestion de la crise mondiale que le Cameroun va vivre une seconde fois. L'ensemble des chefs traditionnels regroupés autour de Charles Atangana, chef supérieur des Éwondo et des Bané d'Éfoulan et du chef Étaba Okala du groupement Éfok seront au centre des opérations de préparation, de recrutement, de regroupement et de formation des Africains de la France libre[75]. Du côté des Français installé dans le territoire, c'est l'opposition de deux camps nés après la signature de l'armistice à Vichy[76]. Le grand nombre est d'accord à continuer le combat à travers le soutien à apporter au général De Gaulle[77]. La fin de la guerre marque le déclic d'un nouvel ordre social colonial, matérialisé dans toutes les colonies françaises par la reconnaissance de certains droits politiques[78] : le droit de se regrouper en associations à caractère politique.

Bibliographie

Abwa Daniel, 1998**.** *Commissaires et Hauts Commissaires de la France au Cameroun (1916-1960), ces hommes qui ont façonné politiquement le Cameroun*, Yaoundé, Presses de l'UCAC

[75] ANY, APA/11517/D, Mouvement de la France libre, p. 42.
[76] ANY, 1AC/365/E : Fiche de renseignements, p. 22.
[77] ANY, APA/10400/A, Mobilisation du Cameroun face à la guerre, 1939, p. 33.
[78] A ce propos il est question de lire plusieurs ouvrages, à l'exemple de : V. T. Levine, *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence Africaine, 1984, p. 56 ; de J. F. Bayart, *l'État du Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1979, p. 42 ; A. Mbembe, *Le problème Kamerunais*, Paris, L'Harmattan, 1984, p. 69 ; A. Eyinga, *Introduction à la politique*, p. 77 ; R. Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC*, trad., Paris, Khartala, 1996, p. 149. Et bien d'autres documents encore. Il est question de présenter les évènements sociopolitiques que le Cameroun a connus, dès la naissance des mouvements nationalistes.

Abwa Daniel, 1993. *André-Marie Mbida, Premier premier Ministre Camerounais (1917-1980). Autopsie d'une carrière politique*, Paris, L'Harmattan,

Adotovi, Stanislas, 1990. *De Gaulle et les Africains*, Paris, Éditions Chaka

Atangana, G. Z, 1990. *Historique de la chefferie supérieure des Ewondo, bane, Mbida-Mbani y compris les Etenga*, Yaoundé, CEPER

Ateba Yene, T, 1988. *Cameroun, mémoire d'un colonisé*, Paris, L'Harmattan

Aujoulat, Louis-Paul, 1956. Aujourd'hui *l'Afrique*, Tournai, Casterman

Benjamin, Jacques, 1972.*Les camerounais occidentaux*, Montréal, Presses de l'université de Montréal

Biarnes, P, 1983. *Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand*, Paris, Armand Colin, 1987

Chaffard, Georges, 1967. *Les carnets secrets de la décolonisation*, T 2, Paris, Calmann-Lévy

Chauleur, Pierre, 1936. *L'œuvre de la France au Cameroun*, Yaoundé, Imprimerie du gouvernement

Compagnon, Jean, 1954. *Leclerc Maréchal de France*, Paris, Flammarion

Cornevin, Robert et Marianne, 1964. *Histoire de l'Afrique*, Paris, Payot

Coquery-Vidrovitch, Catherine, et Moniot, Henri, 1984. *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF

Debel, Anne, 1986. *Le Cameroun aujourd'hui*, Paris, Editions Jeune Afrique

De Gaulle, Charles, 1954. *Les Mémoires de guerres*, Tome I, Paris, Plon

Donnat, G., *Afin que nul n'oublie. L'itinéraire d'un anticolonialiste*, Paris, l'Harmattan

Ela, J-M., 1987. L'Afrique *des villages*, Paris Karthala

Etoga Eily, F., 1971. *Sur les chemins du développement. Essai d'histoire des faits économiques du Cameroun*, Yaoundé, CEPER

Eyinga, A., 1977. *Mandat d'arrêt pour cause d'élections*, Paris, l'Harmattan

Eyinga, A., 1985. *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, l'Harmattan,

Eyinga, A., 1985. *Démocratie de Yaoundé*, Paris, l'Harmattan,

Favrod, C-H., 1958.*Le poids de l'Afrique*, Paris, Le Seuil

Gaillard, P., 1989. *Le Cameroun*, vol. 2, Paris, L'Harmattan

Gbagbo, Laurent, 1978. *Réflexions sur la conférence de Brazzaville*, Yaoundé, Éditions CLE

Gide, André, 1928. *Le retour du Tchad*, Paris, Gallimard

Imbert, Jean, 1982. *Le Cameroun*, Paris, PUF, collection *Que sais-je* ?

Joseph, Richard, 1986. *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, paris, Karthala

Kamga Victor, 1985. *Duel camerounais : démocratie ou barbarie*, Paris, l'Harmattan

Kaptué, Léon, 1986. *Travail et main-d'œuvre au Cameroun sous régime français. 1916-1959*, Paris, l'Harmattan

Ki-Zerbo, Joseph, 1978. *Histoire de l'Afrique noire d'hier à demain*, Paris, Hatier

Kum'a Ndumbe III, 1986. *L'Afrique et l'Allemagne de la colonisation à la coopération, 1884-1986. Le cas du Cameroun*, Yaoundé, Africavenir

Lacouture, Jean, 1985. *De Gaulle : Le rebelle*, Paris, le Seuil

La Vine, L. V, 1970. *Histoire du Cameroun*, Paris, Nouveaux Horizons

Levine, T,1970. *Le Cameroun, du mandat à l'indépendance*, Volume 2, Paris, Nouveaux Horizons

Martin du Gard, M, 1939. *L'appel du Cameroun*, Paris, Flammarion,

Martin du Gard, M, 1949. *La carte impériale. Histoire de la France d'outre-mer, 1939-1945*, Paris, André Bonne,

Mesmer, P., 2000. *Les blancs s'en vont*, Paris, Éd. Albin Michel

Meyomesse, E., 2007. *La chute de Mbida*, les éditions du Kamerun

Mongo Béti, 1977. *Main basse sur le Cameroun : autopsie d'une décolonisation*, Paris, François Maspero

Mouchet, J., 1978. *Leclerc : débuts méconnus de son historique épopée, Londres-Cameroun 1940*, Paris, Éditions du Midi

Mveng, E., 1985. *Histoire du Cameroun*, Tome II, Yaoundé, CEPER

Mviena, P., 1970. *Univers culturel et religieux du peuple béti*, Yaoundé, Éditions Saint-Paul,

Ndachi Tagne, 1986. David, *Roman et réalités camerounaises*, Paris, l'Harmattan

Ngongo, L. P., 1982. *Histoire des forces religieuses au Cameroun. De la Première Guerre Mondiale à l'indépendance (1919-1955*), Paris, Karthala

Ngongo, L. P., 1987. *Histoire des institutions et des faits sociaux du Cameroun. 1884-1945*, Paris, Berger-Levrault

Ngoh, Victor Julius, 1988. *Cameroon 1884-1985. A hundred Years of History*, Yaoundé, Navigroup publications

Njeuma, M. Z., (éd.). 1988. *Introduction to the History of Cameroon : The Nineteenth and Early Twentieth Centuries*, Londres, Macmillan

Prévitali, Stéphane, 1989. *Le Cameroun sur les ponts et par les routes*, Paris, Karthala,

Repiquet, J., 1938.*L'œuvre de la France au Cameroun*, Paris, PUF

San Marco, Louis, 1983. *Le colonisateur colonisé*, Paris, ABC

Sarraut, Albert, 1923. *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot
Soustelle, Jacques, 1947. *Envers et contre tout. De Londres à Alger*, Paris, Robert Laffont
Susset, Raymond, 1934. *La vérité sur le Cameroun et l'Afrique équatoriale française*, Paris, Nouvelle Revue critique

Articles et revues

Dongmo, J-L., 1980 L'attraction migratoire nationale des deux capitales camerounaises douala et Yaoundé » *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 129, mars
Douala Manga Bell, René, 1960. « Contribution à l'histoire du Cameroun », *L'Effort camerounais*, n° 214 à 223
Franqueville, A., 1968 « Le paysage urbain de Yaoundé », *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 82, juin
Kaptué, L., 1990. « De la clandestinité à la légalité : proto-syndicalisme institutionnel au Cameroun de 1918 à 1944 », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, volume I et II, Université de Yaoundé I
Ki-Zerbo, J., 1958. « La loi-cadre se meurt », Paris, *Présence Africaine*, n°17-18
Laburthe-Tolra, P., 1970. « Yaoundé d'après Zenker », *Annales de la FALSH*, n° 2, Université de Yaoundé I
La Presse du Cameroun, n° 2113 du 16 mai 1957.
La Presse du Cameroun, n° 2114 du vendredi 17 mai 1957.
Mbembe Achile, 1984. « Les hoquets du changement et les pesanteurs de la continuité au Cameroun », *Le Monde diplomatique*, juin
Ngoa, H., 1969. « Situation historico-généalogique des Ewondo. Étude critique », in *Abbia*, n° 22, Yaoundé, mai-août
Owona, A., « La naissance du Cameroun 1884-1914 », in *Cahiers d'Études Africaines*, vol. XIII, 1973

Soudan, François, 1988. (sous la direction de) « Cameroun 88 », *Jeune Afrique Économie*, n° hors-série, mai

Tolen, Aaron, 1967. « Expérience nationale au Cameroun ». *Décolonisation et régimes politiques en Afrique noire*, Paris, Armand Colin

Zecchini, Laurent, 1985. « Le Cameroun entre féodalité et modernisme », *Le Monde*, 15 et 22 mars

Espoir, n° 49, 1940.Carnet de route devant Dakar septembre à Douala, octobre-novembre, Institut Charles de Gaulle,

Espoir, n° 51, 1940. Le capitaine Desjardin : en Afrique avec de Gaulle, Institut Charles De Gaulle

Espoir, n° 59, 1942.Colonel Emile Tutenges : souvenirs sur le ralliement du Cameroun et du Gabon, institut Charles De Gaulles